



HAL
open science

La révolte arabe en 1916 : mythe et réalité

Olivier Hanne

► **To cite this version:**

Olivier Hanne. La révolte arabe en 1916 : mythe et réalité. De Tannenberg à Verdun: la guerre totale, Nov 2016, La Roche sur Yon, France. pp.331-354. halshs-01532691

HAL Id: halshs-01532691

<https://shs.hal.science/halshs-01532691>

Submitted on 2 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt

De Tannenberg à Verdun : la Guerre totale

La publication du présent ouvrage a bénéficié du soutien
du Centre de Recherches de l'ICES (CRICES).

Collection Intarissable
dirigée par Jean-Pierre Deschodt

SPM
2017

La révolte arabe en 1916 : mythe et réalités

Olivier Hanne

En 1927 paraît l'ouvrage de Thomas E. Lawrence, *Revolt in the Desert*. Or, dès la première page, le colonel britannique est déjà dans un processus de construction de sa propre légende par cette phrase où chaque mot est contestable : « La révolte arabe débuta en juin 1916 par une attaque surprise lancée par les guerriers des tribus, mal armés et inexpérimentés, contre les garnisons turques de Médine et de La Mecque »¹. La mythographie initiée par « Lawrence d'Arabie » va contribuer à faire de son action le fait d'armes majeur du théâtre arabe, négligeant les longues tendances politiques de la péninsule et les conflits d'intérêts autour de cette révolte arabe.

Notre propos est de dépouiller les mythes historiographiques développés dans les *Sept piliers de la Sagesse*, pour suivre pas à pas les événements de l'année 1916, et ce à travers des sources méconnues, présentant des interprétations alternatives : les mémoires et notes de la mission militaire française en Arabie, dirigée par le lieutenant-colonel Édouard Brémond², les deux grands journaux arabophones que furent *Al-Manâr*, imprimé au Caire, à la ligne éditoriale réformiste³, et *Al-Qibla*, publication officielle du chérif Hussein à La Mecque. Enfin, les déclarations de ce dernier, en arabe, sont particulièrement éclairantes sur la manière dont la principale autorité du Hejâz concevait la révolte de son peuple.

LES PRODROMES

L'année 1916 ne peut être comprise en dehors du contexte historique du sursaut intellectuel arabe de la fin du XIX^e siècle. Ce qu'on a alors

1. Traduction française par G. Chaliand, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.
2. Contenus dans *Les armées françaises dans la Grande Guerre*, t. 9-1, Paris, Imprimerie nationale, 1935 [noté AFGG].
3. N. Elissa-Mondeguer, « Al-Manâr de 1925 à 1935 : la dernière décennie d'un engagement intellectuel », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 95-98, avril 2002.

appelé la *Nahda* (« réveil, renaissance ») imprègne les esprits depuis l'Égypte jusqu'à la Mésopotamie, et particulièrement dans le *Châm*, le Levant.

Face au retard des sociétés arabo-musulmanes au regard de la puissance européenne et du despotisme ottoman, nombre d'intellectuels arabophones proposaient une réforme de l'islam (un *Islah*), le retour triomphal du religieux sur la scène publique afin de retrouver son dynamisme originel et mettre fin à la décadence politique. Dans son ouvrage posthume, paru en 1903, *La Mère des Cités*, le théologien syrien 'Abd al-Rahman al-Kawâkibî (mort en 1902) souhaite régénérer l'islam par un califat arabe – et surtout pas turc – centré à La Mecque. L'homme aspire à un vaste congrès islamique qui désignerait le nouveau calife⁴.

Inspirés par les théories du nationalisme européen, les lettrés souhaitent que ce réveil religieux se double d'une renaissance de la nation arabe. C'est le cas chez le Syrien Mohammad Rachîd Rida (mort en 1935), qui lie la renaissance de l'islam politique à celle du monde arabe, perverti par le califat turc. Pourtant, l'arabisme est majoritairement un produit d'intellectuels chrétiens qui, voulant éviter les affrontements interconfessionnels du Mont-Liban de 1860, cherchent à dépasser les clivages en défendant l'idée d'une culture arabe unificatrice, d'une patrie commune, d'une législation égalitariste et efficace, propositions qui, vers 1900, ne sont pas encore radicalement hostiles à la domination ottomane. Dans le sillage de la *Nahda* se constituent une multitude de partis et d'associations politiques, surtout en Syrie et au Liban, dont le plus connu est le Comité des réformes de Beyrouth (1912), groupe islamo-chrétien du Mont-Liban. En juin 1913, le mouvement arabe organise à Paris son premier congrès où est lancé l'appel à la nation arabe, la plus élargie possible. Mais ces mouvements sont encore principalement citadins et bourgeois, et indiffèrent la majorité rurale, fidèle par défaut au sultanat ottoman, vieux de cinq siècles et, malgré tout, légitime. Cependant, la politique séculière et modernisatrice des Jeunes-Turcs à Istanbul, depuis que le Comité Union et Progrès (CUP) a pris le pouvoir en 1908, commence à distendre les liens entre la métropole et les provinces arabes, choquées de la législation laïciste du CUP⁵.

Les rêves arabes des bédouins de la péninsule arabique sont loin de ceux des élites de Syrie et d'Égypte. Ici, les fractures tribales dominant et aucun intellectuel ne cherche à transcender les factions au nom d'une

4. Sur la *Nahda*, cf. Z. Daoud, *La révolution arabe. Espoir ou illusion ? 1798-2014*, Paris, Perrin, 2015.

5. *Histoire de l'empire ottoman*, dir. R. Mantran, Paris, Fayard, 1989, p. 577-618.

hypothétique nation arabe. Seul l'islam est unificateur. Tout le reste est accommodements et alliances de circonstance. La domination ottomane est incertaine, et la péninsule est en état de révolte latente en 1905. Après l'ouverture de la ligne de chemin de fer Damas-Médine en septembre 1906, le tronçon final jusqu'à La Mecque a été rendu impossible par l'opposition de la tribu Harb qui vit grâce au pèlerinage.

Ici, l'État n'est présent qu'à travers le contrôle militaire ottoman, et les émirats locaux ne sont que des succédanés de système étatique. Ces émirats fédèrent les tribus par une allégeance à la personne du *shaykh*, respecté au nom de son lignage et de son propre charisme. Au nord, Ibn Sa'dûn, émir de Mountefiq, est rallié aux Turcs. Le grand centre caravanier de Haïl est peuplé de Chammar, tribu avec laquelle les émirs al-Rachîd se sont associés à Istanbul après hésitation. Une garnison turque est installée dans l'oasis. Dans le 'Asîr, les émirs Idrissi sont farouchement opposés aux Ottomans, tout comme les imâms zaydites du Yémen. En revanche, dans le Hejâz, les chérifs de La Mecque sont plus louvoyants, tout comme les émirs wahhabites de Riyad.

Le chérifat de La Mecque est un titre honorifique plus qu'une délégation d'autorité publique. Le chérif est issu du clan prestigieux du prophète⁶. Il gouverne *de facto* la cité sainte depuis le XVI^e siècle, mais il est nommé et salarié par la Porte, doit maintenir l'ordre parmi les tribus, organiser le pèlerinage et appuyer les garnisons turques, aidé par un administrateur civil ottoman. Le chérifat n'est donc pas un État ni une dignité indépendante. La famille des Banû Hâchim, ou Hachémites, détient le titre, mais ses prétendants sont tous en résidence surveillée à Istanbul et se font concurrence pour obtenir la précieuse charge. En 1908, trois chérifs ont été successivement nommés par le gouvernement en raison de l'instabilité politique liée au CUP.

Le 24 novembre 1908, enfin, Hussein est désigné malgré l'hostilité du sultan et la méfiance du gouvernement jeune-turc. Né à Istanbul en 1854, il arrive dans une région en proie à l'anarchie bédouine. Hussein est un rouage ottoman parmi d'autres. Son fils 'Abdallah fut d'ailleurs député de La Mecque à la chambre ottomane. Lors de la guerre italo-ottomane (de septembre 1911 à octobre 1912), Hussein fut chargé de la sécurité de l'empire dans le 'Asîr où il intervint militairement contre les Idrissi avec l'aide des troupes turques.

Pourtant, les appels à l'*Islah* et à la *Nahda* marquent ce personnage pieux et austère. En décembre 1908, il aurait répondu à une délégation

6. J. Teitelbaum, *The Rise and Fall of the Hashimite Kingdom of Arabia*, Londres, Hurst and Company, 2001, p. 37-39.

du CUP à propos du Hejâz : « Cette terre est la terre sainte de Dieu et doit être gouvernée par les lois de Dieu (...). La constitution de la terre de Dieu est la *shâri'a* de Dieu et la *Sunna* de son Prophète. »⁷ Son fils aîné, 'Alî, est lui aussi un homme de piété, mais plus intellectuel que son père, presque un ouléma et un poète, alors que les deux autres frères, Fayçal et 'Abdallah, n'ont qu'une piété formelle. Dès 1912, le réformiste islamiste Rachîd Rida entre en contact avec Hussein.

Le chérif est-il vraiment loyal ? Fayçal assurera par la suite que son frère 'Abdallah discuta au Caire en 1912 ou 1913 avec Lord Kitchener, haut-commissaire britannique, et que le CUP ne l'ignorait pas⁸. En avril 1914, le prince rencontra aussi Ronald Storrs, chef du Bureau arabe du Caire, mais 'Abdallah refusa de s'engager au nom de son père dans une guerre ouverte contre Istanbul. Hussein dut sentir que le vent soufflait en sa faveur. L'Irakien Talib Pacha, lui aussi issu du lignage prophétique, fut élu en 1908 au parlement ottoman de Basra, dans le sud de la Mésopotamie. Après avoir créé un parti libéral en 1911, les Turcs tentèrent de l'assassiner. Dans une lettre de 1913 destinée au chérif de La Mecque, lui et les députés arabes de Basra reconnurent Hussein « seul à la tête de la *dîn* [la religion] sur l'ensemble des terres arabes et la maison du Prophète »⁹, et se déclarèrent prêts à le suivre pour secouer le joug de l'esclavage. Porté par l'idéal syrien de la *Nahda* et soutenu par certaines personnalités arabes de l'empire ottoman, Hussein voulut probablement croire qu'il pourrait être le nouveau calife tant attendu. Pourtant, malgré le CUP, le califat ottoman était légitime aux yeux des oulémas¹⁰. Que les chérifs de La Mecque, sans pouvoir ni autorité, puissent reprendre le titre que plus un seul n'avait porté depuis le VII^e siècle, était hautement improbable en 1914.

Un concurrent veille d'ailleurs à l'autre bout du Nejj : 'Abd al-'Azîz ibn Sa'ûd, ou Ibn Séoud¹¹. Depuis son apparition dans la région au XVIII^e siècle, le wahhabisme est une force idéologique majeure. Ce courant dogmatique prétend défendre seul le *tawhîd*, l'unicité divine, contre les pratiques innovantes dans la religion et la société, sans rapport

7. Abdullah bin Hussein, *Memories*, Le Cap, 1950, p. 37.

8. Sur le personnage de Fayçal, cf. Ali A. Allawi, *Faisal I of Iraq*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2014.

9. Les sources hachémrites ont été éditées en arabe par Nasâl Dâwud Al-Mawanî, *Al-sharîf al-Husayn bin 'Alî wa al-khilâfa*, Amman, 1996 [noté Al-Mawanî 1996], p. 446.

10. Le califat ne peut, théoriquement, être porté que par un Arabe issu du clan du prophète, mais au XVI^e siècle cette règle fut abandonnée par pragmatisme pour laisser le califat aux Ottomans.

11. L. McLoughlin, *Ibn Saud. Founder of a Kingdom*, New York, Palgrave Macmillan, 1993, p. 23s.

avec celles du temps du prophète. À ce littéralisme doctrinal, le wahhabisme associe le *jihâd* et la culture guerrière, afin de faire triompher la cause de Dieu contre ses ennemis que sont les émirs et les tribus qui refusent d'adhérer au wahhabisme. En 1901, à 26 ans, Ibn Séoud quitte le Koweït, où son clan s'est réfugié trente ans plus tôt, après l'échec de leur *jihâd*, et rejoint l'oasis de Riyad, d'où il est issu. L'année suivante, il parvient à occuper le bourg en écartant les al-Rachîd. Il lance alors des attaques dans toute la région afin de reconstituer l'État wahhabite de sa famille. En 1904, les al-Rachîd, qui se maintiennent à Hail, se rallient aux Turcs afin d'obtenir une protection plus efficace contre le jeune émir. Huit bataillon turcs pénètrent dans le Nejj, mais ils sont totalement défaits le 15 juillet 1904¹². La région se soumet et Ibn Séoud se proclame « émir de tout le Nejj et imâm des wahhabites ». Dès 1908, Ibn Séoud ambitionne de nouvelles conquêtes, fort du fanatisme de ses guerriers, les *Ikhwân*. Mais la présence ottomane lui impose la prudence, tout comme les ambitions britanniques sur les côtes du golfe Persique.

On parvient en 1908 à un *modus vivendi* : Istanbul reconnaît l'autorité d'Ibn Séoud sur le Nejj en échange de deux garnisons turques à Anîza et Buraïda. Cet accord, peu satisfaisant pour les Ottomans, justifie la nomination de Hussein comme chérif : Istanbul doit trouver un relais à son autorité dans le Hejâz afin de ralentir la progression wahhabite. On mène donc un double-jeu. D'un côté, Hussein est invité à s'en prendre aux *Ikhwân* ; en mars 1910, son frère Sa'd est fait prisonnier par les Hachémites. De l'autre, on continue à soutenir Ibn Séoud contre les Britanniques ; en 1913, le Hasâ ottoman est confié à l'émir du Nejj en échange de sa non-intervention en cas de guerre. Mais Ibn Séoud n'est pas en reste d'hypocrisie, puisque lui aussi est contacté par les Britanniques dès 1910, même s'il refuse tout accord et reste fidèle au calife, au moins en façade.

VERS LA RÉVOLTE (DE 1914 À MAI 1916)

En raison du traité d'alliance signé en août 1914 entre Istanbul et Berlin, le sultan ottoman Mehmed V proclame le *jihâd* le 23 novembre. Le Grand Vizir met fin aux capitulations européennes dans la liesse populaire. Les comités politiques syriens sont dès lors dans une attitude

12. Sur ces aspects, cf. H. Redissi, *Une histoire du wahhabisme. Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Paris, Seuil, 2007 (rééd.), p. 83-92.

opportuniste, puisqu'ils affichent encore leur loyauté envers le califat, mais nouent des contacts secrets avec les Anglais en Égypte, à travers les nombreux partisans syriens et officiers arabes déserteurs réfugiés au Caire. Le comité civil *Al-Fatat* développe un projet de révolte appuyée par les tribus bédouines, en profitant de la présence d'officiers et de contingents arabes au sein des troupes ottomanes. Mais les Turcs mènent une répression féroce contre le comité et les soutiens au mouvement nationaliste dans les villes. 'Abd al-Hamid al-Zahrawi, président du premier congrès arabe, est exécuté.

Dès 1914, la Grande-Bretagne s'implique directement au Moyen-Orient contre les troupes turques : elle proclame son protectorat sur l'Égypte, défait le khédivé 'Abbâs Hilmi II en faveur de son fils Hussein Kamil, devenu sultan d'Égypte, occupe le port irakien de Basra dès novembre et inaugure un embargo alimentaire en Arabie, empêchant le riz indien et le bétail de Port Soudan de parvenir dans la région. Mais les tentatives pour percer échouent dans le Sinaï, et l'avancée en Mésopotamie est particulièrement difficile.

Le chérif Hussein n'a que peu de troupes à opposer en Arabie, autres que sa garde personnelle, quelques mercenaires et des tribus bédouines incontrôlables et de qualité douteuse. Les populations civiles à Médine et La Mecque sont inemployables comme conscrits. L'homme reste fidèle à Istanbul puisqu'il propose en novembre d'aider les troupes ottomanes à attaquer le canal de Suez avec les al-Rachîd qui ont encore autorité sur les Chammar¹³. Mais, en échange, il demande d'avoir la pleine souveraineté sur le Hejâz, ce que refusent les Turcs. En ce début de guerre mondiale, tandis que Hussein négocie, le shaykh Idriss du 'Asîr coupe tout lien avec Istanbul et proclame son indépendance ; Ibn Séoud chasse les troupes turques du Hasâ, qu'il occupe en pleine propriété, et noue des contacts avec les shaykh du Koweït et de Mountefiq. Le comité Al-Fatat sollicite en 1914 l'aide d'Ibn Séoud, mais celui-ci s'en tient à sa politique de non-intervention dans la guerre, son but étant de briser la résistance des chefs tribaux, de s'imposer comme la seule puissance du désert, avant de détruire les Hachémites, ses véritables ennemis. Éconduit, le comité Al-Fatat se tourne alors vers le chérif Hussein, qui envoie son fils secrètement à Damas en avril 1915. Pour les nationalistes arabes syriens, le premier bras armé de la révolte aurait dû être Ibn Séoud, et non Hussein...

La sanglante bataille des Dardanelles (avril-août 1915), qui devait assurer la prise d'Istanbul par la France et la Grande-Bretagne, est une

13. Al-Mawani, 1996, p. 447.

débâcle. Les belligérants stagnent donc sur tous les fronts et il faut envisager une nouvelle stratégie. La Palestine étant, avec ses lieux saints, un enjeu symbolique, on imagine d'y débarquer, puis se fait jour la possibilité d'utiliser – et de canaliser – le dynamisme des forces arabes, d'autant que les Ottomans mènent la répression contre les nationalistes arabes de Beyrouth et de Damas¹⁴.

En 1915, tous les acteurs en présence poursuivent des négociations parallèles¹⁵. Le navire français *Desaix* prend 'Aqaba en février, puis rembarque aussitôt. En mars, la Triple Entente se réunit à Moscou pour évoquer la « question d'Orient » et anticiper l'après-guerre. Le 6 mai, une lettre en anglais du Grand Cadi du Soudan, Sayyid 'Ali Morghani, envoyée au chérif, soutient qu'il est le mieux placé pour réclamer le retour du califat arabe, avec l'aide de la Grande-Bretagne¹⁶. De toute évidence, Londres pousse le chérif Hussein à se positionner comme le leader du monde arabe face aux Ottomans. Mais la lettre sous-entend une menace, celle des Séoud, qui impose de prendre une décision rapidement¹⁷. Pourtant, le 26 décembre 1915, le wahhabite signe un accord avec Percy Cox, résident général britannique dans le golfe Persique, au nom de Bombay. L'émir s'engage à ne contracter aucune alliance sans l'accord des Britanniques et à ne pas s'attaquer aux amis de la Grande-Bretagne, sous-entendu les Hachémites et les émirats des littoraux du Golfe. Ce traité de non-agression est ratifié par le gouvernement des Indes le 18 juillet 1916.

Face à l'intense campagne anglaise en faveur des Hachémites, relayée par les comités nationalistes, Hussein ne résiste pas¹⁸. En avril-mai 1915, son fils Fayçal est à Damas¹⁹. Il obtient la promesse de soutien des comités si le chérif entre en lutte contre les Turcs aux côtés des Britanniques. Le protocole de Damas est signé le 23 mai avec les sociétés secrètes Al-Fatat et Al-'Ahd. Le chérif promet de lancer la révolte un an plus tard. S'engage alors la fameuse correspondance entre le chérif et McMahon, haut-commissaire britannique au Caire, entre juillet 1915 et janvier 1916, échange qui a pour but de rallier le Hejâz dans la lutte contre la Turquie

14. Daoud, 2015, p. 88-90.

15. V. Cloarec, H. Laurens, *Le Moyen-Orient au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 31s.

16. « It is beyond doubt that Great Britain is the most competent power to render to the Khalif this assistance and support » (Al-Mawanî, 1996, p. 449-451).

17. « It may happen that a few of the Mohammedan places outside Arabia may refuse to acknowledge the new Khalif, but this would be of one great importance as long as he is acknowledged by the majority of the Mohammedans » (*ibid.*).

18. N. Séoudi, *La formation de l'Orient arabe contemporain, 1916-1939, au miroir de la Revue des Deux Mondes*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 69s ; Cloarec-Laurens 2000, p. 31.

19. Teitelbaum, 2001, p. 50-52.

En 1916, les progrès des Alliés sont lents. La campagne anglaise dans le Sinaï est difficile, et en Irak les Ottomans remportent une grande victoire en avril 1916, à Kût al-Amara, écrasant les troupes ennemies. Or, un nouvel élément entre dans la stratégie britannique : la découverte du pétrole dans la région de Basra. Cette zone, secondaire dans les buts de guerre anglais, devient soudain essentielle, et Londres envisage de s'y maintenir après le conflit²⁴. Pour cela, il faut redéfinir avec les Français les projets communs au Moyen-Orient, projets restés imprécis.

Après une première rencontre à Moscou en mars 1915, et des propositions de découpage par la commission Bunsen (avril 1915), un partage de la région se dessine à la suite du mémorandum rédigé par l'Anglais Mark Sykes et le Français Georges Picot²⁵. La France, opposée en 1914 au démembrement de l'empire ottoman où elle avait tant de fonds investis, change de point de vue. Le document, daté du 4 janvier 1916, rédigé à l'insu du chérif Hussein, envisage de diviser le Moyen-Orient ottoman en territoires sous administration directe des puissances européennes et en zones d'influence. La France, qui réclame une « Syrie intégrale », obtiendrait le littoral syro-libanais, les vilayets de Mersin et Mossoul (« zone bleue »), et la Grande-Bretagne les vilayets de Bagdad et Basra (« zone rouge »). Pour ne pas se dédire, les accords font vaguement mention d'« un État arabe ou d'une fédération d'États arabes », « sous la suzeraineté d'un chef arabe », mais Hussein n'est pas mentionné, et leur localisation laissée dans le flou²⁶. Les espaces d'influence opposent une « zone A », française, à une « zone B », britannique, dessinée pour permettre le contrôle des zones pétrolières et leur acheminement par tube. La Palestine, « zone brune », est internationalisée, afin de garantir l'accès aux lieux saints et ainsi soulager les Russes, sans laisser les Français s'y implanter. La convention est officialisée le 9 mai suivant (accords Grey-Cambon). Le chérif Hussein est, de toute évidence, déjà mis sur la touche et les engagements à son égard s'avèreront impossible à tenir.

Sur le terrain, la situation penche en faveur des Alliés. Parmi les tribus, l'échec de la tentative ottomane dans le Sinaï aggrave le mépris pour le CUP. En novembre 1915, le Hejâz est en état de disette en raison du blocus, situation qui va favoriser la révolte, d'autant que les autorités

24. F. Monnier, *1916 en Mésopotamie. Moyen-Orient : naissance du chaos*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 215s.

25. J.-P. Chagnollaude, S.-A. Souiah, *Les frontières au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan (Comprendre le Moyen-Orient), 2004, p. 17s.

26. P.-E. Barral, O. Hanne, *La Grande Syrie. Des premiers empires aux révoltes arabes*, Paris, Giovanangeli Éditeur, 2016, p. 264-267.

britanniques font parvenir 20 000 sacs de farine indienne au chérif, à charge pour lui de les distribuer à sa convenance. Pourtant, Hussein poursuit le double-jeu. Le 15 mars 1916, il envoie un télégramme au ministre de la Défense ottomane, Enver Pasha, pour demander une plus grande autonomie politique, laquelle lui permettrait d'aider plus directement l'Empire dans la guerre. Bien que la Turquie refuse de le reconnaître comme monarque héréditaire du Hejâz, on lui dépêche 50 000 Livres en or pour s'armer contre les Britanniques. Hussein, qui prend finalement la décision de rompre, est allé jusqu'au bout du double-jeu, il en a été l'acteur conscient, avant d'en devenir la victime, après 1918...

LA RUPTURE ET LES PREMIÈRES OPÉRATIONS (DE JUIN À DÉCEMBRE 1916)

L'acte de naissance de la « révolte arabe » – expression postérieure – est généralement daté du 10 juin 1916, premier jour du soulèvement général, lequel a été précédé de troubles à Médine dès le 5 juin²⁷. Tandis que Hussein s'empare des garnisons turques de La Mecque, dont une partie résiste jusqu'au 9 juillet, 'Abdallah assiège Taëf, qu'il ne prend que le 22 septembre. 'Alî et Fayçal commencent le siège de Médine, sans succès. Le port de Djedda est attaqué par l'émir des Harb, mais seuls les renforts maritimes britanniques permettront de s'en emparer, le 16 juin²⁸.

En réalité, ce sont plusieurs déclarations qui, entre juin et juillet, accompagnent la rupture avec Istanbul, laquelle ne fut pas si absolue que les Britanniques voulurent le (faire) croire. Le 9 juin, les deux fils de Hussein, 'Alî et Fayçal, écrivent au général Djemal Pacha, membre du triumvirat militaire qui gouverne à Istanbul :

Les demandes modérées des Arabes ont été rejetées par l'empire ottoman. Les soldats qui étaient prêts pour le jihâd ne croient pas qu'ils doivent se sacrifier pour d'autres choses que pour la cause arabe et l'islam. Par conséquent, si les conditions posées par le chérif de La Mecque ne sont pas acceptées immédiatement, inutile de souligner que toutes les relations entre la nation arabe et la nation turque seront interrompues (...) ²⁹.

Toutefois, les « demandes des Arabes » sont celles des Hachémites, qui réclament leur indépendance formelle, sans rejeter le califat ottoman.

27. Cloarec-Laurens, 2000, p. 334 ; R. Kauffer, *La saga des Hachémites. La tragédie du Moyen-Orient, 1909-1999*, Paris, Perrin, 2009 (rééd.), p. 59s.

28. Teitelbaum, 2001, p. 89-93.

29. Kauffer, 2009, p. 51.

Le chérif fait donc siennes les revendications des comités nationalistes, lesquelles n'épousent nullement les préoccupations des tribus du Hejâz. Le mot même « Arabe » était chargé d'ambiguïtés, puisqu'il signifiait une langue pour les Syriens et l'identité bédouine pour les gens du Hejâz. La déclaration des deux frères laisse la définition de l'arabité de côté tout en affirmant la défendre.

Cette lettre laisse toutefois une porte ouverte à la négociation puisque les relations avec Istanbul seraient interrompues et non rompues. Enfin, le vocabulaire évoqué est celui de la « nation », et donc du millet, c'est-à-dire de l'opposition entre deux communautés ethno-culturelles, arabe et turque, opposition qui ne concerne pas le rapport entre le calife et ses sujets. Les Hachémites prennent donc soin de formuler leur mouvement comme une querelle circonstanciée et raciale qui n'implique pas les fondements politico-religieux du système islamique.

Hussein attend jusqu'au 27 juin d'être assuré du contrôle de La Mecque pour publier sa proclamation d'indépendance³⁰. Celle-ci est toute en subtilités. Elle porte le nom de *manshûr* (« Ceci est notre édit général à tous nos frères musulmans »). Le *manshûr* est plus qu'un décret, c'est une déclaration officielle prise après un conseil tribal, une *shûra*. Les connotations religieuses abondent dans le texte, et Hussein se présente comme le meilleur défenseur de la *Umma*, guidée par une *dawla* légitime, terme qui se réfère sans aucun doute possible à l'État et la dynastie ottomane :

Ô notre Seigneur, tu es le juge entre nous et notre *qawm* [« nation » avec un sous-entendu tribal], avec vérité, oui, tu es le meilleur des juges.

Il est bien connu tout d'abord que de tous les sages musulmans et les émirs, les émirs de La Mecque, la cité favorisée, ont été les premiers à admettre le gouvernement turc. Ils ont fait cela pour s'accorder à l'opinion musulmane et pour établir fermement leur communauté, sachant que les grands sultans ottomans – que la poussière de leurs tombeaux soit bénie et que le Paradis soit leur séjour – ont agi en accord avec le livre de Dieu et la *Sunna* de son Prophète (...).

Moi-même, protégeant l'honneur de la *dawla* [l'État et la dynastie], j'ai provoqué les Arabes à se soulever contre leurs compagnons arabes en l'année 1327 [1909] afin d'aider au siège de Abha [référence à la guerre dans le 'Asîr] (...). Les émirs ont continué de soutenir la *dawla* ottomane jusqu'à l'apparition du Comité Union et Progrès qui s'est employé à gérer toute l'administration et ses affaires, avec le résultat que la *dawla* a subi une perte de territoires, ce qui a détruit son prestige (...).

30. Texte arabe et version anglaise, cf. S. Maude, *The King of Hedjaz and Arab Independence*, Londres, 1917 ; Al-Mawanî, 1996, p. 453-455. Pour un commentaire, cf. Séoudi, 2004, p. 92-94.

Et le texte de dénoncer ensuite la politique laïciste du CUP et la violence des troupes turques lors des opérations à La Mecque, la Ka'ba ayant été bombardée le 12 juin 1916. La déclaration se termine en définissant la nature de la révolte :

Dieu – béni et exalté soit-Il – a daigné accorder à ce pays l'occasion de son réveil [*nahda*], lui a permis par sa puissance et sa force de saisir son indépendance [*istiqlâl*, dans le sens de soulèvement] et de couronner ses efforts par la prospérité et son pouvoir, bien qu'il ait été écrasé par la mauvaise administration des fonctionnaires civils et militaires turcs. Il se tient tout à fait séparé et n'est plus parmi les pays qui gémissent encore sous le pouvoir vainqueur du CUP. Il est indépendant dans le plein sens du mot, libéré du gouvernement des étrangers et purifié [au sens rituel] de toute influence étrangère. Ses principes sont la victoire pour la religion de l'islam [*nasra dîn al-islâm*], pour élever le peuple musulman. Tous nos actes seront fondés sur la base des règlements de la noble *shâri'a* qui seule nous conseillera et sur laquelle nous nous appuierons toujours pour prendre des décisions et organiser la justice. La loi divine est d'ailleurs préparée à accueillir tout ce qui est relatif au progrès tout en suivant le chemin des hadîth et les principes d'une vraie *nahda* (...), en n'épargnant aucun effort [*jihâd*] quant à l'éducation de toutes les classes en fonction de leur situation et leurs besoins. Telle est la politique que nous avons entreprise dans le but de remplir notre devoir religieux, en espérant que tous nos frères musulmans sur la terre d'Orient et d'Occident feront de même, en accomplissant leur devoir envers nous, et ainsi renforceront les liens de la fraternité de l'islam (...).

Le texte insiste sur la nécessité d'un rétablissement du système islamique, en réutilisant le vocabulaire du nationalisme arabe et celui de la légitimité religieuse. Or, la traduction anglaise du texte, diffusée en Europe, adapte l'original à un vocabulaire politique occidental. Le groupe tribal (*qawm*) devient une *Nation* ; la *dawla* – très proche de califat et de *Umma* – n'est qu'un synonyme de *State* ; l'obéissance impérative à la *shâri'a* est lénifiée par l'expression « *to defend the faith of Islam* » ; la dimension complexe et riche de *nahda* est interprétée comme une *Revolt*, à la manière des révoltes européennes des minorités nationales au XIX^e siècle.

Délibérément ou pas, le traducteur n'a pas voulu comprendre la dimension essentiellement religieuse et historique de cette déclaration, qui aurait pu passer pour hostile à l'Europe autant qu'à Istanbul. Plus qu'un acte d'indépendance, le texte est un acte de foi. Cette dimension du combat attire rapidement quelques nationalistes syriens qui fondent sur place l'organe officiel de la communication hachémite : *Al-Qibla*, mais les chrétiens du Mont-Liban sont plus que réservés sur le chérif et ses intentions.

Le rapport de forces est, à l'été 1916, défavorable à Hussein : les garnisons turques comptent 1200 hommes à Taëf et 3000 à Médine. Certes, le chérif est capable d'envoyer 20 000 combattants autour de Médine³¹, mais leur qualité est désastreuse ; ce sont pour la plupart des Harb, tribu particulièrement instable³². Les désertions touchent près de 30 % des hommes. Les notes de l'État-Major français datées de septembre sont particulièrement sévères envers ces combattants. Le 9 septembre, une note envoyée par le lieutenant-colonel Brémont du Caire indique que « la situation du chérif de La Mecque est précaire »³³. Médine résistera d'ailleurs jusqu'en 1919, bien après la fin officielle du conflit.

Les Anglais se contentent d'envoyer un matériel léger : des fusils (18 000 ont été distribués), des mitrailleuses, quelques canons de montagnes, des contingents de Soudanais et d'Égyptiens. Des volontaires irakiens pris parmi les prisonniers de guerre se joignent à la révolte, menés par le nationaliste pro-anglais Nourî Saïd³⁴. Mais ces unités seront rapidement démoralisées et inefficaces. Aucune troupe britannique n'est directement engagée. La présence chrétienne sur le sol sacré du Hejâz fait l'objet en décembre d'une *fatwa* du Cadi des Cadis des Hachémites, autorisant leur emploi à Rabegh, mais pas autour de La Mecque, qui est un *haram*, un territoire tabou de l'islam.

Alors que le 16 octobre débarque à Djedda l'officier de renseignement T. E. Lawrence afin de participer à l'organisation des troupes arabes, la présence française dans le Hejâz fait l'objet de toutes les attentions du chérif Hussein³⁵. Une note du 5 août de l'État-major de Paris s'est déclarée favorable à l'insurrection, qui correspond aux intérêts français dans la région ; on imagine déjà l'étendre jusqu'à la Syrie et à la Cilicie pour paralyser les troupes turques³⁶. Durant l'été, la III^e République, qui exige la « réouverture du pèlerinage de La Mecque » pour les indigènes musulmans des colonies, décide d'envoyer et de financer un groupe de 600 pèlerins d'Afrique du Nord, accompagnés d'une mission militaire « composée exclusivement d'indigènes », à savoir quarante officiers

31. Télégramme du lieutenant de Saint-Quentin, envoyé du Caire, 10 juin 1916.

32. KAUFFER, 2009, p. 70.

33. AFGG, p. 149.

34. KAUFFER, 2009, p. 75s.

35. P. LE PAUTREMAT, « La mission du lieutenant-colonel Brémont au Hedjaz, 1916-1917 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 221, 2006-1, p. 17-31.

36. « Au point de vue islamique, elle conduira la majorité de nos populations musulmanes à considérer les Turcs comme les assaillants des Lieux Saints, et augmentera par conséquent leur loyalisme envers la France » (AFGG, p. 123).

musulmans et autant de soldats³⁷. Le but est de satisfaire les colonies musulmanes, de montrer la République en garante de la liberté du pèlerinage, et de mener une opération de renseignement dans la péninsule³⁸. On apporte aussi 3 000 fusils. Précédant l'arrivée des pèlerins, la mission militaire parvient en Arabie en août, menée par le lieutenant-colonel Brémond³⁹. La mission, qui se déroule en septembre 1916, est un succès total pour la France, à tel point que Hussein sollicite auprès des Britanniques la participation plus active de la France⁴⁰. Les officiers français font en outre des propositions tactiques, adaptées par les Britanniques, dont Lawrence : renoncer à Médine pour le moment, afin de mieux fermer la route de Rabegh et monter vers le Nord, sur 'Aqaba ou Gaza, harceler le chemin de fer, et constituer une « légion d'Orient », formée de tribaux, de Syriens et d'Arméniens. Seule cette dernière idée sera laissée de côté par les Britanniques. En novembre, les conflits d'intérêts entre ceux-ci et les Français s'aggravent et se doublent d'une perception différente de la coopération militaire avec les locaux. Pour faire la guerre dans le Hejâz, la France envoie des officiers musulmans, mis à égalité avec les autres, non-musulmans, tandis que les Britanniques refusent cet égalitarisme et misent sur des supplétifs. Les autorités militaires du Caire acceptent toutefois que Lawrence se grime en bédouin afin de mieux passer pour un local, déguisement qui ne trompa jamais personne, et dont les Français se moquaient⁴¹.

Dès août 1916, est installé à Djedda un centre d'instruction britannique où les Anglais entraînent difficilement 1 500 tribaux. Les Européens refusent tout envoi d'aviation. Au Nord, l'émir al-Rachîd menace les Hachémites avec ses 300 méharistes. Les Turcs cherchent à briser la révolte à La Mecque pour y installer 'Alî Haïdar, dont le clan des Aoun se partagea le chérifat au XIX^e siècle avec les parents de Hussein⁴². Celui-ci est officiellement destitué le 2 juillet. Dix jours plus tard, le chérif éprouve le besoin de s'expliquer et écrit directement au sultan Mehmed V. Il semble vouloir atténuer la rupture en confirmant sa vénération envers le souverain en tant que chef des croyants et calife :

Si ce pays annonce sa révolution et son soulèvement [*al-thawra wa l-istiqlâl*], c'est malgré l'excellent travail et le soin avec lequel s'est parti-

37. Louis Marin, *Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi pour frais d'une mission en Arabie*, Paris, Chambre des députés (n° 2554), 1916.

38. Le Pautremat, 2006.

39. Auteur de *Le Hedjaz dans la guerre mondiale*, Payot, 1931.

40. *Ibid.*, p. 54.

41. *Ibid.*, p. 73 ; Kauffer, 2009, p. 113-126.

42. *Ibid.*, p. 90-91.

culièrement distingué ce pays au sein du monde islamique [*al-islamiya*] grâce à vos ancêtres, les grands sultans. Mais ce pays, vous l'avez laissé, malgré lui, publiquement aux conspirateurs du CUP contre la religion, ils ont essayé de jeter la relation religieuse privilégiée mentionnée dans [notre] déclaration générale [du 27 juin 1916], et aussi d'annuler les privilèges et les droits qui nous ont été donnés par vos illustres ancêtres, il y a 600 ans. Dieu sait pourtant l'étendue de notre respect et de notre grande reconnaissance envers vos personnes, hautes et distinguées, et envers les sultans ottomans.

Hussein distingue systématiquement le gouvernement d'Istanbul du pouvoir ottoman proprement dit, qu'il sait légitime. Or, l'homme semble avant tout en recherche de légitimité, notamment religieuse, ce que l'Angleterre ne peut lui offrir. En revanche, elle peut l'aider à obtenir la victoire militaire, qu'il est incapable de remporter seul, notamment face aux wahhabites. Son respect envers la fonction califale est-il sincère ? Le journal *Al-Qibla* assure le 18 août que les Turcs ont soumis le califat aux Allemands. Mais ce califat prostitué reste légitime, quoi qu'il en soit. Le 12 novembre, alors que la guerre a commencé et que la réconciliation paraît impossible, il publie une nouvelle déclaration attaquant le CUP et épargnant le calife ottoman⁴³.

Ce document est le premier témoin de l'emploi par Hussein du terme « révolution » (*thawra*). Dans les années 1930, la révolte de 1916 sera qualifiée de *thawra al-'arabiya al-kabir* (« la grande révolution arabe »), et la déclaration du 27 juin 1916 souvent appelée *Manshûr al-thawra*, l'acte de naissance de la *thawra*⁴⁴. Or, traditionnellement, le sens du mot est plutôt négatif, car proche de l'idée d'éparpillement, de dispersion, comme le vent qui soulève la poussière (Coran 35, 9), et aussi de désobéissance envers le pouvoir et Dieu, faute majeure dans la *Sunna*. Les sources hachémites n'utilisent donc jamais le terme seul, mais l'associent à *istiqlâl*, et surtout à *islah*⁴⁵, mot qui renvoie à la renaissance d'un âge d'or, à une réforme générale des mœurs. En qualifiant cette *thawra* de *Revolt*, les correspondants britanniques minimisaient son importance.

Le 1^{er} août, Haïdar, concurrent du chérif, entre à Médine et fait imprimer un journal, *Le Hedjaz*, qui prêche l'union des musulmans contre les révoltés avec l'aide des Turcs, afin « de remettre les Arabes dans le droit chemin » (26 juillet). La tribu des Soubha passe dans le

43. Al-Mawani, 1996, p. 453-455. Traduction française dans R. Boghossian, *Le conflit turco-arménien*, Beyrouth, 1987, p. 299-302.

44. A. Saiid, *Al Thawra Al Arabia Al Kubra (The Great Arab Revolution)*, vol. 1, Le Caire, Madbouli Publications, 1934, p. 150-157.

45. *Al-Qibla*, 18 août 1916.

camp turc, malgré l'argent donné par Hussein. En quelque sorte, le chérif n'a donc plus le choix, il est obligé de se tourner vers les Britanniques pour se maintenir.

Entre juin et décembre 1916, la révolte se limite au triangle La Mecque-Taëf-Djedda, et ses opérations militaires ne dépassent pas la ligne Médine-Rabegh. Les victoires sont de faible ampleur et aussitôt suivies d'un recul, les troupes bédouines utilisant la tactique ancestrale d'une fuite calculée après une attaque rapide. En octobre, les Turcs reçoivent des renforts à Médine et le chérif des troupes égyptiennes depuis Rabegh. En novembre, cet assemblage hétéroclite conseillé par des officiers franco-britanniques remporte quelques beaux succès au sud-ouest de Médine (Nakhel, Bir al-Cheikh), mais rien de décisif. Le 9 décembre, Fayçal se replie sur Yanbu et 'Alî sur Rabegh. Médine résiste toujours et la ligne de chemin de fer ne fut jamais complètement coupée. Outre ses résultats médiocres, la révolte est coûteuse : plus de 2 millions de Livres sterling ont été versées en 1916. Le chérif reçoit 150 000 Livres par mois, distribuées en pure perte aux tribus. Seules les unités françaises, britanniques et égyptiennes ont une réelle efficacité sur le terrain⁴⁶. Plus encore, 'Abdallah suggère d'attaquer Hanakiya, qui se trouve sur la route de Haïl, le fief des al-Rachîd, signe que les Hachimites suivent plusieurs objectifs à la fois : non seulement la victoire contre les Turcs à Médine, mais aussi l'unification de la péninsule contre les émirs autonomes. Ils ont donc déjà en ligne de mire l'après-guerre et la concurrence avec Ibn Séoud.

Les fils du chérif commencent à s'opposer sur la stratégie à adopter. Ce n'est toutefois qu'en janvier 1917 que Fayçal se rangera aux conseils de Lawrence, devenu l'officier de liaison britannique auprès de lui, conseils reprenant en partie les propositions de la mission française. 'Alî, plus religieux et plus traditionnel, suit l'opinion de son père favorable à une guerre conventionnelle.

Hussein maintient une attitude ambiguë pour paraître maître de son destin. Il s'appuie sur les Français contre les Britanniques, bien que le nombre de soldats français soit largement inférieur à ce qu'il peut attendre de Londres⁴⁷. Le 30 octobre 1916, dans le palais de La Mecque, sont réunis les notables et les oulémas du Hejâz, en présence des officiers français. Et le chef des oulémas de déclarer :

46. Teitelbaum, 2001, p. 126s.

47. Séoudi, 2004, p. 96-97.

Nous, les arabes, reconnaissons sa majesté notre seigneur et maître Hussein ibn 'Alî comme notre roi, et il agira parmi nous conformément au livre de Dieu, puissant et miséricordieux, et aux lois du Prophète.

Et l'assistance d'acclamer Hussein, qui répond : « Je n'ai pas voulu cette guerre. Je ne la fais que pour le peuple. Plus tard, les musulmans choisiront leur calife⁴⁸. » Nullement informés, les Français sont donc témoins, sans les Britanniques, de la prétention à la monarchie des Hachémites, lesquels anticipent déjà la question du califat. Lorsque, le 4 mars 1917, Hussein supprime la référence au sultan dans la *khutba* du Hejâz, c'est-à-dire dans les sermons prononcés le vendredi, il n'ose pas encore affirmer qu'il n'y a plus de calife⁴⁹. Évitant prudemment la question du califat, le sultan illégitime est simplement appelé « roi de Turquie » (*malik al-Turkiya*).

Si les Français sont indifférents au califat, les Anglais craignent que ce titre n'aliène les autres tribus, et surtout les Séoud. Pourtant, le journal *Al-Qibla* assure le 8 novembre : « La Syrie attend sa délivrance du Grand Chérif, tous les Syriens musulmans ou non, reconnaissent sa souveraineté et le recevront à bras ouverts ». Le 4 décembre, Hussein se fait publiquement acclamer « roi des Arabes » (*malik al-'Arab*) et reçoit le serment d'allégeance traditionnel, la bay'a⁵⁰. Français et Britanniques se refusent à utiliser une autre titulature que « roi du Hejâz ». Mais peut-on l'appeler *Djelala* (« Majesté ») ? Il fallut s'accorder. En décembre, on décida que Hussein était bien *Djelala*, mais les Anglais traduisirent par *Highness* et les Français par « Altesse »⁵¹. Le but de Hussein n'était, de toute façon, pas dans ce titre secondaire au regard de la tradition médiévale.

Dès l'automne 1916, il commence à imprimer sa marque dans le Hejâz, puisque le corps sénatorial qu'il constitue le 7 octobre est composé notamment des muftis chafiite et malékite, mais pas des représentants du rite hanafite – officiel dans l'empire ottoman – ni hanbalite – celui des wahhabites. Le 23 décembre, il se déclare indifférent à la monarchie

48. Brémond, 1931, p. 74 ; Kauffer, 2009, p. 149.

49. *Al-Qibla*, 8 mars 1917.

50. *Al-Qibla*, 4 décembre 1916 : « Les grands savants, juge des juges, vice-président du conseil des ministres, donna alors à l'orateur officiel, cheikh Abdel Malek, le senatus-consulte [le décret d'instauration de la monarchie], pour le lire au peuple, afin qu'il se rendit compte des vérités religieuses et civiles que renferme cette manifestation de la volonté nationale. L'orateur monta sur une tribune dressée à l'entrée du vestibule de la Ka'ba et lut la nouvelle charte du royaume arabe (...), le juge des juges s'avança vers Sa Majesté hachimite, roi du pays des Arabes. Et conclut la bai'a, suivant le rite traditionnel » (traduction dans *Correspondance d'Orient*, 156, 23 décembre 1916, p. 506).

51. Teitelbaum, 2001, p. 107-112 ; Kauffer, 2009, p. 147-151.

et libre face aux puissances européennes⁵² et va jusqu'à décliner l'offre de débarquement franco-britannique (27 décembre). Son obsession reste le califat. Sa législation en est le signe puisqu'il lance la lutte contre le péché à Médine. Le 30 octobre 1916, les cafés ne peuvent rien vendre durant les heures de prières ; le 3 mai 1917, l'alcool est interdit. Il restaure en janvier 1917 les titres traditionnels arabo-musulmans (chérif, sayyid, shaykh) et abolit les titres turcs (effendi, bey, pacha...). Le décret de protection des Arméniens, daté du 10 mai 1917, est souvent présenté comme une marque de tolérance du pouvoir hachimite envers les chrétiens et les juifs, mais l'original arabe paraphrase la constitution de Médine imposée par le prophète aux juifs et promet aux minorités le statut infâmant de *dhimmi*⁵³. Enfin, le drapeau choisi en 1917 pour le royaume du Hejâz reprend le triangle rouge des Hachémites et les trois couleurs des califats historiques : le blanc des Umayyades, le noir des 'Abbâsides et le vert des Fâtimides, d'ailleurs utilisé à l'époque dans le 'Asîr et au Yémen. Hussein chercha donc dès le début de l'année 1917 à réconcilier l'histoire musulmane pour imiter, si ce n'est recréer, un califat hachimite. Mais, après 1916, la méfiance franco-britannique l'emporte et les deux puissances se refusent à accepter un tel titre, qui pourrait fédérer les musulmans des colonies⁵⁴. Hussein est prié de renoncer à cette ambition en 1918.

Sur la route du pouvoir en Arabie, les Hachémites craignent leur concurrent principal qu'est Ibn Séoud⁵⁵. En 1914, celui-ci disposerait de près de 150 000 tribaux, dont de nombreux Ikhwân. Le 22 juillet et le 26 septembre 1914, l'émir attaque à nouveau les al-Rachîd et les bat. Durant toute l'année 1916, Ibn Séoud est surtout préoccupé par sa lutte contre ces derniers, et son frère Sa'd est même tué au cours d'une expédition. Or, Séoud ne peut rien faire au Hejâz tant qu'il n'a pas

52. *Al-Qibla* (trad. *Correspondance d'Orient*, 156, 23 décembre 1916, p. 507) : « C'est nous qui avons préparé notre révolte et qui en avons attisé le feu. Aucune personne étrangère à notre race n'y a pris part. Nous nous sommes contentés de consulter [les Puissances], de les prier de ne point s'immiscer dans nos affaires, mais de nous prêter dans la mesure du possible leur appui politique ».

53. H. Sassounian, *The Armenian Genocide. Documents and Declarations, 1915-1995*, Glendale (80th Anniversary of the Armenian Genocide Commemorative Committee), 1995, p. 62-63.

54. *Correspondance d'Orient*, 157, 10 janvier 1917, p. 13 : « Le pouvoir du calife, sans frontières précises et limitées, constituerait dès sa naissance sur laquelle se bâtiraient des rêves comme il peut en éclore dans l'imagination orientale, un foyer de rayonnement en même temps que d'attraction susceptible de devenir un très grave péril, surtout si les émirs étaient entraînés par la force de cette attraction et si la Syrie s'y amalgamait ».

55. J. Kostiner, *The Making of Saudi Arabia, 1916-1936, From Chieftaincy to Monarchical State*, New York, Oxford University Press, 1993.

vaincu les Chammar et leur émir. Il correspond en janvier 1915 avec 'Abdallah pour éloigner un éventuel danger venu de l'Ouest, mais le jeune Hachémite lui reproche son attitude irrésolue dans la guerre contre les Turcs⁵⁶. L'émir du Nejj n'hésite toutefois pas à rendre des services aux Britanniques, ainsi en nuisant au ravitaillement ottoman après la bataille de Kût al-Amara. En juin 1916, une note de l'État-major français montre combien Paris s'inquiète des troubles négociations anglaises avec Séoud⁵⁷. Les orientalistes français, comme Louis Massignon, comprennent à cette époque que le wahhabisme est une « renaissance arabe », et une « revivification de l'islam des origines »⁵⁸. On n'ignore donc pas que la force religieuse du wahhabisme donne à Ibn Séoud une légitimité particulière. La France fut probablement le seul pays alerté sur les dangers du jeu tribal britannique. Pourtant, le 19 septembre, Percy Cox, les shaykh du Koweït, de Muhammara et Ibn Séoud se réunirent à Koweït-City pour organiser la lutte contre les Turcs et, indirectement, contre leurs alliés al-Rachîd et Chammar. Mais l'émir du Nejj resta avare de promesses d'engagement. Il le fut tout autant en décembre à Basra, en n'offrant que sa neutralité et 50 cavaliers, tandis que la Couronne acceptait de lui verser 5000 Livres sterling par mois, puis 60 000 mensuellement l'année suivante. Devenu client des Britanniques tout en restant vassal du calife ottoman, Ibn Séoud demeura le seul acteur de la péninsule à pouvoir marchander son soutien sans apporter d'aide militaire à quiconque...

CONCLUSION

En 1916, la révolte arabe n'avance qu'à grand peine. Il faut attendre le printemps 1917 pour voir les opérations s'attaquer systématiquement au chemin de fer du Hejâz. En juillet, Fayçal prend le port de 'Aqaba, victoire qui permet le ravitaillement maritime et accélère la libération de la Palestine par le général Maxwell, qui atteint Jérusalem en décembre 1917.

Mais les enjeux de la révolte arabe ne s'arrêtent pas à la capitulation ottomane du 30 octobre 1918. En effet, les Hachémites et les Séoud

56. McLoughlin, 1993, p. 53s.

57. Note de l'État-major de l'armée, section d'Afrique, 12 juin 1916, « Il est assez difficile de savoir quelles sont les dispositions actuelles des tribus du Nejj et du désert syrien les unes envers les autres et vis-à-vis des Turcs » (AFGG, p. 108).

58. Redissi, 2007, p. 172.

poursuivent leur lutte pour le contrôle de la péninsule et la prééminence symbolique sur l'islam. Les Britanniques comprennent un peu tard que les conseils de T. E. Lawrence les ont fourvoyés et qu'ils ont soutenu un homme dont ils n'ont pas compris les perspectives. Ils l'abandonnent pour se tourner vers Ibn Séoud. Les troupes de Hussein sont massacrées en mai 1919, suivies par l'écrasement des al-Rachîd. Protégé par l'aviation anglaise, le Koweït survit aux raids des Ikhwân. Mais la puissance wahhabite a raison des Hachémites. En 1924, Hussein prend le titre califal, qui vient d'être aboli par les Mustafa Kemal, mais il perd La Mecque, puis Médine l'année suivante. Le roi du Hejâz est condamné à l'exil. Il meurt à Amman en 1931.

1916 représente pour le monde arabe une année charnière durant laquelle s'est joué le devenir de la *Nahda*, cette fébrile renaissance intellectuelle arabe née dans le Croissant fertile. Derrière cette révolte, que les Européens crurent uniforme, s'affrontaient des tendances difficilement conciliables : la réforme islamique portée par le wahhabisme, l'idéal panarabiste syrien auquel adhéra Fayçal, l'incontrôlable révolte bédouine contre le dominateur turc, l'antagonisme des chefs traditionnels pour la maîtrise de la péninsule.

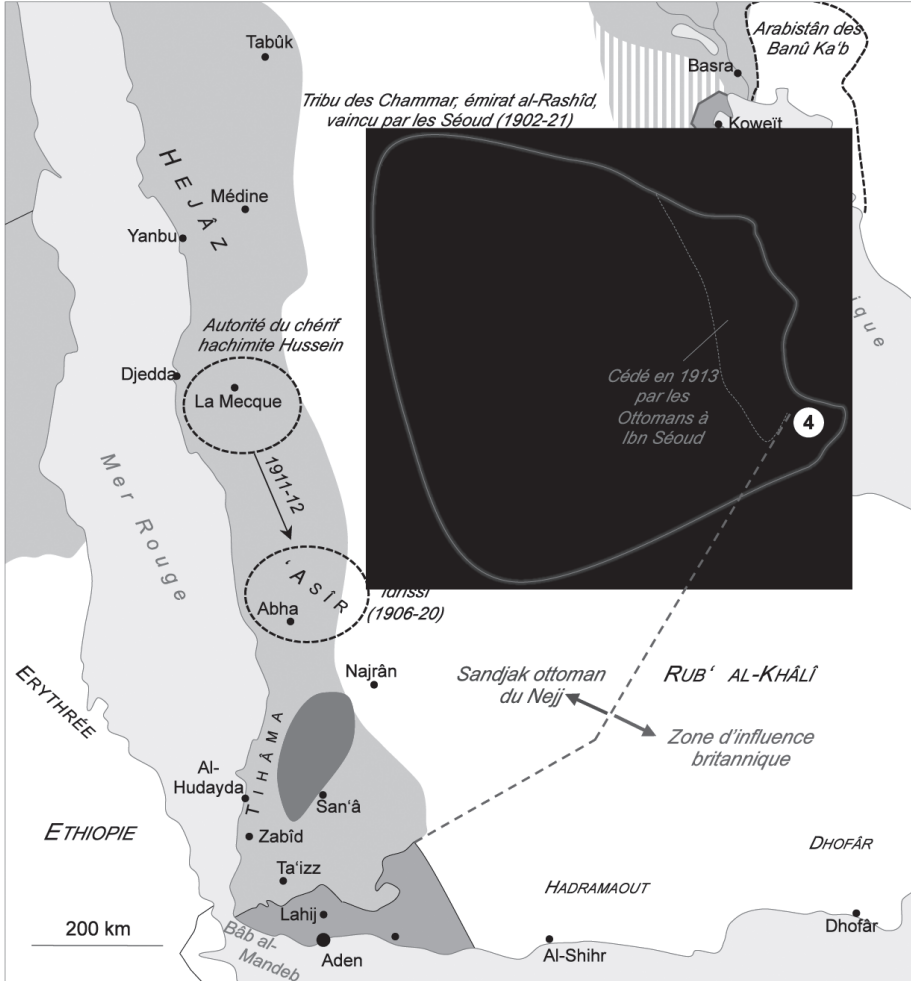
Si, en 1916, Hussein était l'émir le plus légitime pour obtenir un jour le califat, il ne tenait militairement que par le soutien britannique, tandis que le jihâd wahhabite était en train de faire d'Ibn Séoud un redoutable adversaire, même si sa doctrine n'avait pas le soutien des oulémas du Hejâz. Capable de se passer de l'étranger, Ibn Séoud incarnait d'une certaine manière une révolte arabe plus authentique, plus radicale. L'historiographie occidentale, inspirée par les mouvements de 1789 et 1848, a longtemps plaqué ses propres concepts de révolte sur les événements de 1916 en Arabie, mais ceux-ci n'étaient qu'une étape dans la redéfinition politique et religieuse du Moyen-Orient, processus enclenché à la fin du XIX^e siècle et qui se prolongea jusqu'à l'instauration de la monarchie saoudienne en 1932.

La révolte de 1916 n'appartient pas à la Première Guerre mondiale mais à la *Nahda* arabe...

Le Moyen-Orient en 1914 carte O. Hanne

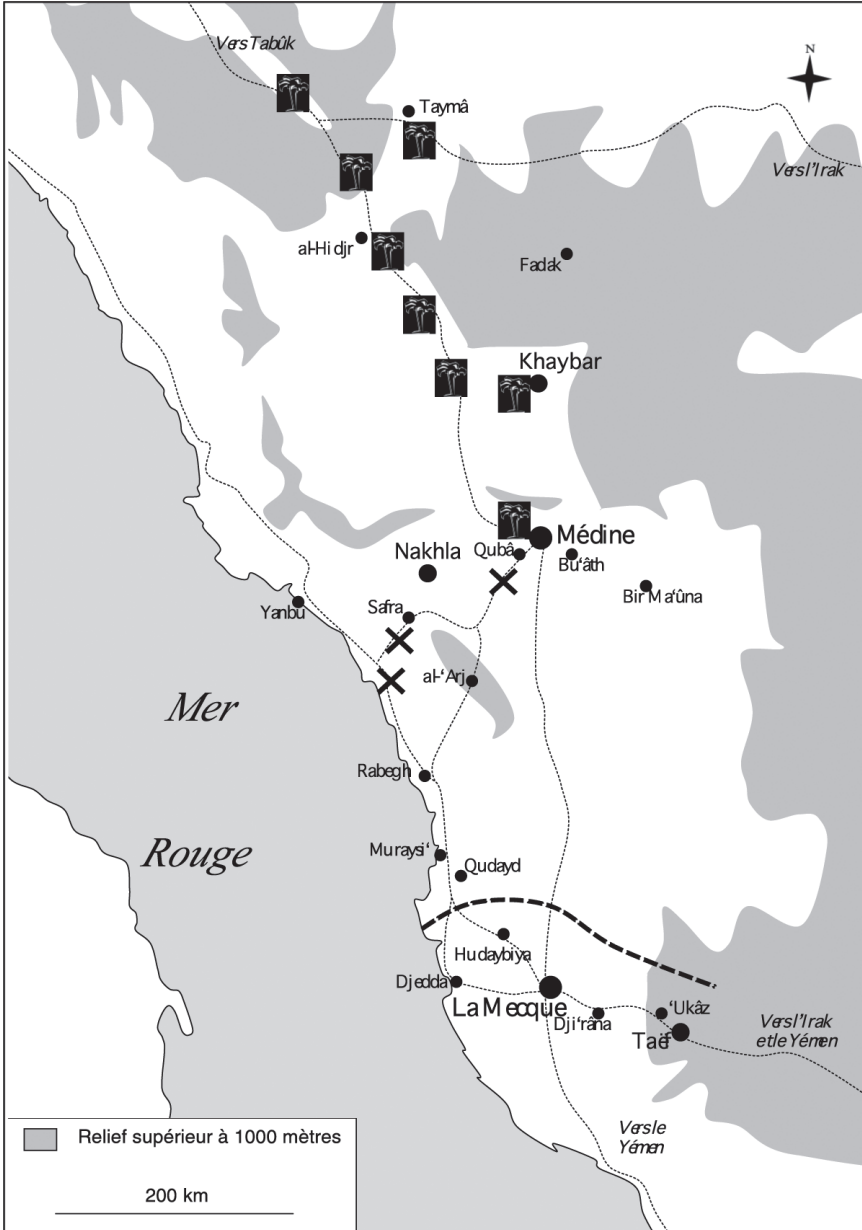


La concurrence des pouvoirs dans la péninsule arabique
carte O. Hanne



- Empire ottoman en 1914
- ▨ Influence ottomane (1871-1913)
- Protectorats britanniques
- Influence britannique
- Pouvoirs concurrents :
 - Rébellion de l'imâm zaydite Yahia (1904-11)
 - Autorités traditionnelles
 - ▭ Zone d'influence wahhabite au XIX^e s.

Le Hejâz dans la révolte arabe de 1916
carte O. Hanne



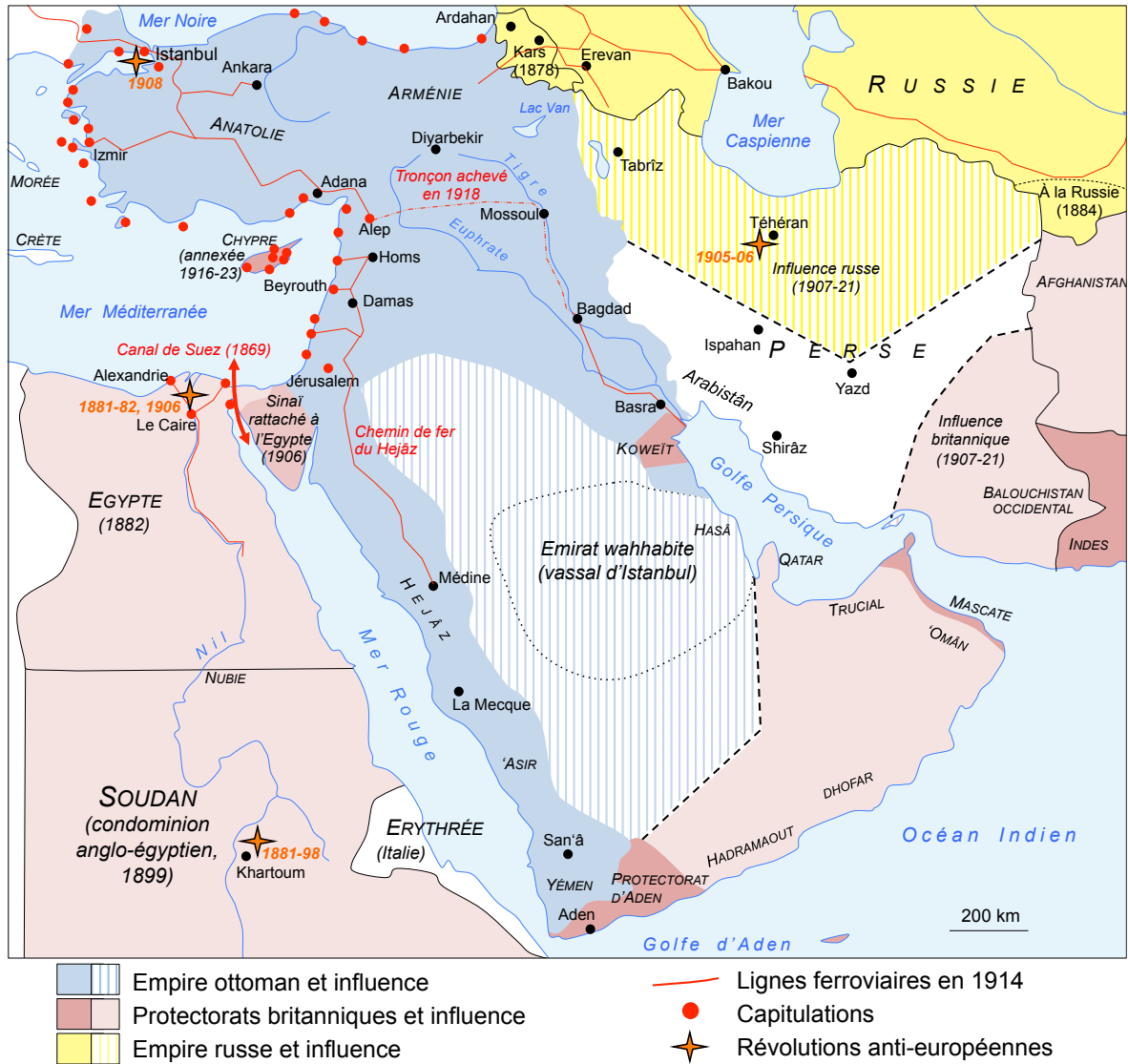
--- Limite Nord de la révolte en août 1916

X Victoires tactiques arabes en août et décembre 1916

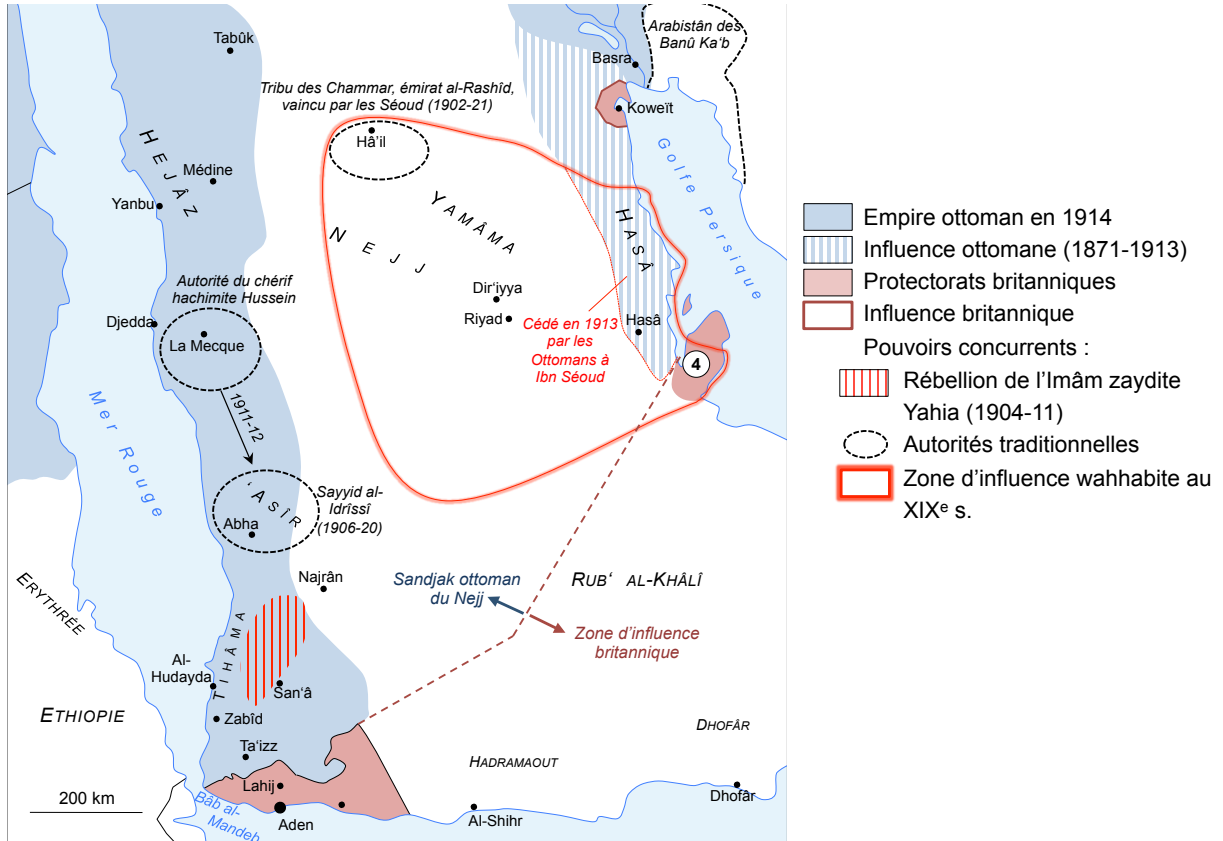
La déclaration du chérif Hussein (27 juin 1916), et le drapeau du royaume du Hejâz (1917)



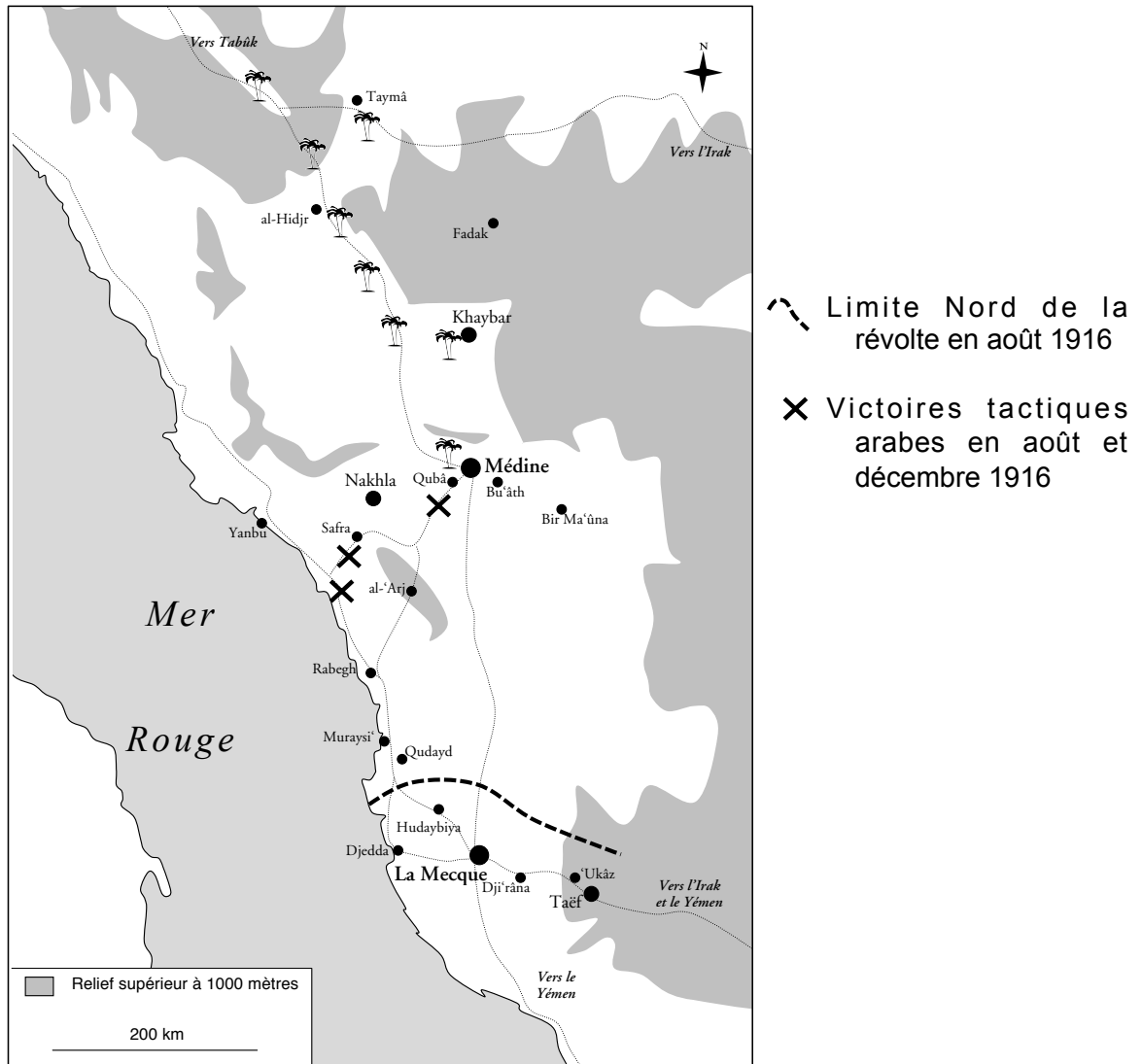
Le Moyen-Orient en 1914 (carte O. Hanne)



La concurrence des pouvoirs dans la péninsule arabique (carte O. Hanne)



Le Hejâz dans la révolte arabe de 1916 (carte O. Hanne)



La déclaration du chérif Hussein (27 juin 1916), et le drapeau du royaume du Hejâz (1917)

